COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 14 février 2014
(convocation du 3 février 2014)

Aujourd'hui Vendredi Quatorze Février Deux Mil Quatorze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle à partir de 11 h 30
M. DUPRAT Christophe à M. GAUTE Jean-Michel à partir de 12 h 20
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. QUERON Robert à partir de 10 h 55
M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 12 h 00
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal jusqu'à 9 H 55
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à partir de 11 H 10
M. SOUBIRAN Claude à M. GAUZERE Jean-Marc à partir de 12 H 20
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme BONNEFOY Christine
M. BOUSQUET Ludovic à Mme BREZILLON Anne
M. BRUGERE Nicolas à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10 H 10
Mme CAZALET Anne-Marie à M. MOGA Alain
Mme COLLET Brigitte à M. SOLARI Joël à partir de 12 H 20
M. DAVID Jean-Louis à M. GARNIER Jean-Paul à partir de 11 h 25
Mme DELATTRE Nathalie à M. DUCASSOU Dominique à partir de 12 H 05
M. DELAUX Stephan à M. DAVID Yohan à partir de 12 h 20

Mlle DELTIPLE Nathalie à M. BENOIT Jean-Jacques à partir de 11 H 05
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle à partir de 10 H 50
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard jusqu'à 10 H 30
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10 H 35
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme LIRE Marie-Françoise
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL PUECH Clément à partir de 11 H 40
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
Mme LAURENT Wanda à Mme PIAZZA Arielle
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. BRON Jean-Charles
M. PEREZ Jean-Michel à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 H 15
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. REIFFERS Josy à Mme WALRYCK Anne
M. RESPAUD Jacques à M. ROUVEYRE Matthieu jusqu'à 10 H 15
Mme SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

EXCUSES :

M. ASSERAY Bruno

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - Assistance à maîtrise d'ouvrage relative au Système d'Information du service public de l'eau et de l'assainissement - Fonctions coeur opérateur et support assainissement et fonctions communes avec l'eau - Appel d'offres ouvert - Autorisation

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le Système d'Information est un élément stratégique déterminant et structurant pour assurer le bon fonctionnement des activités d'une organisation, qu'elle soit publique ou privée. Sa maîtrise est capitale. Ce point ressort comme un facteur clé de succès pour la Cub dans son rôle d'autorité organisatrice du service de l'assainissement collectif et de l'eau potable, et ce quel qu'en soit le mode de gestion.

Afin d'acquérir cette maîtrise, le conseil de Communauté a délibéré le 23 novembre 2012 (délibération n° 2012/0834) sur le principe de construction par la Communauté urbaine de Bordeaux d'un Système d'Information urbanisé pour les services d'eau et d'assainissement ainsi que sur le principe de construction d'une salle blanche informatique.

Ce système d'information et cette salle sont conçus pour permettre la mutualisation des ressources nécessaires aux services publics de l'eau et de l'assainissement et ceux d'autres services publics de compétence communautaire comme les transports, la circulation ou les déchets.

La salle fonctionnera en liaison avec la salle existante à l'hôtel communautaire en secours réciproque afin de se prémunir d'un sinistre éventuel.

Les fonctions à couvrir par le Système d'Information concernent l'ensemble des activités d'un opérateur d'eau et d'assainissement. Leurs définitions sont faites en collaboration avec les délégataires actuels et sont issues d'une analyse des systèmes d'information existants soit chez ces délégataires, soit au sein des services communautaires.

Ces fonctions peuvent être regroupées en trois catégories : les fonctions propres à l'exploitation, les fonctions supports et les fonctions clientèle.

Dans la première catégorie, on peut citer la gestion du patrimoine visible et non visible, la gestion des interventions sur les patrimoines usines et réseaux, la gestion des ouvrages de lutte contre les inondations (télécontrôle Ramsès en particulier).

Dans la deuxième catégorie, on trouve entre autres les outils financiers et comptables, de gestion des ressources humaines ou d'achats et stocks.

Enfin, dans la dernière catégorie se situent le centre de relation clientèle, la facturation/recouvrement ainsi que les portails internet du service.

Dans le cadre de l'actuelle délégation de service public de l'assainissement, il est prévu une mise à disposition en cours de délégation de ce système d'information, les fonctions clientèle restant assurées par le Système d'Information du délégataire de l'eau potable.

Le déploiement du Système d'Information est néanmoins programmé en plusieurs paliers correspondant aux catégories mentionnées ci-dessus. La mise en œuvre de chaque palier correspondra à un marché public d'intégration distinct.

Ce Système d'Information est conçu et a vocation à être pérennisé quel que soit le mode de gestion mis en place. En effet, la transmission de ce SI de l'exploitant sortant à l'exploitant entrant, sous le contrôle de la Cub, faciliterait grandement les opérations de tuilage entre exploitants. De plus, la mise en place d'une gouvernance partagée et inscrite au contrat de DSP des évolutions du SI entre délégant et délégataire permet de s'assurer de la qualité de l'information de base nécessaire au contrôle de la délégation.

Ce programme de construction du SI s'inscrit sur une durée maximale de 9 ans, avec un démarrage en 2013 et une fin dans l'année suivant la date de fin de l'actuel traité de concession du service public de l'eau potable.

Pour mener à bien cet ambitieux programme sans équivalent à la Cub, il est nécessaire de mettre en place une équipe projet interne à la Cub adaptée à la dimension exceptionnelle du projet. Lors des périodes de charge maximale, elle mobilisera en équivalent temps plein 3,5 personnes au sein de la direction de l'Eau et 2,5 personnes à la direction des systèmes d'information. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, cette équipe pilotera l'expression des besoins du SI, le choix des différents groupements d'entreprises en charge de la mise en œuvre du SI, l'intégration et les tests du SI ainsi que son déploiement auprès de la SGAC et des utilisateurs Cub.

La mobilisation d'une équipe projet au sein des équipes des délégataires actuels s'avère également nécessaire pour permettre notamment de définir les exigences fonctionnelles de l'ensemble des éléments, applications qui constitueront le futur SI et le déploiement du futur SI à la SGAC en cours de contrat.

L'étape actuelle du programme concerne les phases amont de la construction du SI sur le périmètre de l'assainissement et des fonctions communes avec l'eau potable. Cette étape se terminera lors de la notification des marchés de mise en œuvre prévue pour novembre 2015.

Afin d'amener une assistance méthodologique et des ressources pour accompagner les services communautaires dans le déroulement de cette étape, il est nécessaire de recourir à une assistance à maîtrise d'ouvrage. Les prestations demandées dans ce marché d'assistance peuvent être découpées en 6 postes.

Le premier poste porte sur une étude de marché approfondie. Celle-ci doit éclairer la Communauté urbaine de Bordeaux sur les solutions informatiques aptes à couvrir le besoin ainsi que sur les opérateurs économiques pouvant se positionner sur l'intégration de ces solutions pour en faire un Système d'Information opérationnel. Ce poste couvre de plus un parangonnage auprès d'autres organisations, privées ou publiques ayant mis en œuvre récemment des Systèmes d'Information similaires.

Le deuxième poste concerne la collecte de l'analyse des processus et des spécifications fonctionnelles nécessaires à la rédaction du cahier des charges du système d'information. Cette prestation vise à dimensionner les outils informatiques nécessaires et doit être menée en collaboration étroite avec les équipes des délégataires en place principalement la SGAC. Pour cette prestation, la connaissance des métiers de l'assainissement et de l'eau et le cadrage méthodologique issus de l'expérience de missions similaires sont des éléments indispensables qui doivent être maîtrisés et éprouvés chez le prestataire retenu.

Dans la continuité de cette collecte d'information, le troisième poste concerne la production des dossiers de consultation des entreprises des marchés d'intégration. La mission du prestataire couvre l'assistance à la rédaction des pièces techniques principalement. Les pièces administratives seront réalisées par les services communautaires.

Le quatrième poste est relatif à l'assistance lors de la passation des marchés publics d'intégration. Le prestataire retenu devra nous aider à la structuration et au déroulement de la phase d'analyse des offres. Le mode de passation des marchés envisagé est celui du dialogue compétitif afin de pouvoir juger des offres sur un prototype et d'être en capacité de faire évoluer les offres en cours de procédure. Là aussi, la connaissance préalable des métiers est nécessaire au prestataire.

Les prestations relatives au cinquième poste portent sur l'assistance au pilotage du projet. Cette mission d'animation, de suivi d'avancement et de reporting concerne le fonctionnement des instances projets internes à la Cub (comité de pilotage ou équipe projet) et la gouvernance des relations contractuelles avec les délégataires sur le périmètre du Système d'Information.

Enfin, le dernier poste concerne la réversibilité en fin de mission et le transfert de compétence acquise par le titulaire à destination du prestataire en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant les phases aval de réalisation et de déploiement du Système d'Information.

Afin de choisir l'opérateur économique à même de nous accompagner, il a été nécessaire de lancer un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 du code des marchés publics.

Ce marché débute à compter de sa date de notification et se termine lors de la notification des marchés d'intégration du Système d'Information.

L'opération est estimée à 1 500 000,00 € HT, soit 1 794 000,00 € TTC sur la période de 2014 à 2018 sur le Programme Pluriannuel d'Investissement. Son financement est prévu sur le budget principal : Opération «SI - Eau potable» - n° opération : 05P131O003 - Nature analytique «2031 - Frais d'études - 831 aménagement des eaux» et sur le budget annexe : Opération «SI - Eaux usées» - n° opération : 21P006O008 - Nature analytique «2031 - Frais d'études».

Ce marché sera conclu pour un prix global forfaitaire révisable annuellement.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 22 janvier 2014, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise Atos Consulting, pour un montant de 1 257 400 € HT (soit 1 508 880 € TTC)

En conséquence, il apparaît aujourd'hui nécessaire :

- d'autoriser M. le président à signer le marché avec l'entreprise Atos Consulting, pour un montant de 1 257 400 € HT (soit 1 508 880 € TTC),

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 33 alinéa 3, 57 à 59,

VU la décision de la Commission d'Appel Offres en date du 22 janvier 2014 attribuant le marché à la société Atos Consulting

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT

Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence avec une procédure de publicité (niveau européen) pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au Système d'Information du service public de l'eau et de l'assainissement - Fonctions cœur opérateur et support assainissement et fonctions communes avec l'eau potable,

Que par sa décision en date du 22 janvier 2014 la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché portant sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage relative au Système d'Information du service public de l'eau et de l'assainissement - Fonctions cœur opérateur et support assainissement et fonctions communes avec l'eau à l'entreprise Atos Consulting,

Qu'il y a lieu d'autoriser M. le président à signer le marché avec cette entreprise.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le président est autorisé à signer le marché avec l'entreprise Atos Consulting qui a émis l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 1 257 400 € HT (soit 1 508 880 € TTC).

Article 2 :

La dépense résultant du présent marché sera imputée sur les crédits prévus à cet effet sur le Programme Pluriannuel d'Investissement sur :

- le budget principal : Opération «SI - Eau potable» - n° opération : 05P131O003 - Nature analytique «2031 - Frais d'études - 831 aménagement des eaux» aux exercices 2014 à 2015,

- le budget annexe : Opération «SI - Eaux usées» - n° opération : 21P006O008 - Nature analytique «2031 - Frais d'études» aux exercices 2014 à 2015.

Article 3 :

D'autoriser M. le président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 14 février 2014,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
17 FÉVRIER 2014**

PUBLIÉ LE : 17 FÉVRIER 2014

M. JEAN-PIERRE TURON